

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 6 au 19 mai 2013 – n°123

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Les mêmes droits !!

C'est dans la multiplicité des combats pour l'avancée de l'humanité qu'on reconnaît la gauche.

Comme pour le vote des femmes ou l'abolition de la peine de mort, la France n'aura donc pas été pionnière pour accorder le droit au mariage pour tous. Il aura fallu attendre 2013 pour que la République acte une évolution largement anticipée par les citoyens. Ainsi, tenter de traduire en quelques mots simples et précis l'exacte ampleur de notre émotion, hier, lorsque les résultats des votes se sont affichés dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, s'avère une tâche assez illusoire. Il était 17h06. La loi venait d'être adoptée. Nous nous sentions à la fois immensément petits et tellement grands face à cette horloge de l'Histoire mise à l'heure, qu'il était temps de dire notre fierté et notre soulagement. Les mêmes droits pour tous ! Enfin !

Aucune différence ne peut plus servir de prétexte à des discriminations d'État. Cette victoire, arrachée aux obscurantismes, est essentielle pour les couples et les familles. Elle annonce surtout la disparition prochaine d'une inégalité qui, au fil des bouleversements de la vie, était devenue insupportable. Bien sûr, nous regrettons que les couples de lesbiennes n'aient pas encore obtenu l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA). Mais en ces heures importantes pour l'organisation de toute la société française, comment ne pas penser à tous ceux qui n'ont jamais renoncé au combat du mariage pour tous, affrontant les injures et l'opprobre, qu'ils soient militants des luttes contre les discriminations, défenseurs des droits, acteurs d'associations, élus et autres citoyens anonymes, tous épris de justice sans lesquels rien n'aurait été possible ? Cet immense progrès a d'ailleurs valeur d'exemple : quand elle est sous surveillance des citoyens et quand elle se rassemble sur ses promesses, rien n'arrête la gauche ! **Si le gouvernement montrait autant de zèle à réorienter sa politique économique et sociale, personne n'oserait plus opposer les luttes sociales aux luttes sociétales...** C'est dans la multiplicité des combats pour l'avancée de l'humanité qu'on reconnaît la gauche.

Pour en arriver à cette réforme qui parachève l'institution civile qu'est le mariage, jusque-là incomplète, nous aurons traversé – ce n'est pas terminé – un abominable calvaire d'ultra-droitisation. Triste droite, incapable de faire la différence entre la liberté d'expression et le déchaînement de haine et de violence, les agressions physiques de petites frappes extrémistes et intégristes, les intimidations, les chasses à l'homme et les passages à tabac homophobes. Boutin menaçait de « guerre civile » quand la Barjot pronostiquait « du sang ». Depuis, les réseaux sociaux sont devenus fous. La haine et l'insulte politique, sexuelle ou identitaire, y pullulent. Avec son corollaire : la biologisation de la famille. Hier matin, une phrase était en tête des mentions sur Twitter : « Il faut tuer les homosexuels. » Honte à ceux qui ont rouvert les portes de l'ignominie... Dans sa course folle vers l'extrême droite, l'UMP a été complice de cette radicalisation et de ce climat de violence politique à l'état pur, qui, à bien des égards, a ressemblé à une régression démocratique affligeante. Car les digues ont lâché. Hier, le vice-président de l'UMP, Guillaume Peltier, a justifié la présence du député FN Gilbert Collard lors de la manifestation du 21 avril en utilisant cet argument : « Est-ce que vous croyez que Simone Veil, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ont été gênés de défilier aux côtés de Jean-Marie Le Pen le 24 juin 1984 pour l'école libre ? » Mensonge. Il y a trente ans, le FN avait défilé dans un cortège à part. Voilà le genre de procédé minable auquel se prête l'UMP. Maintenant, tous les moyens sont bons pour excuser l'inexcusable.

Jean-Emmanuel Ducoin

SOMMAIRE

P1 Edito – Sommaire – La guerre des chiffres aura bien lieu ! 30.000 contre 180.000

P2 Agenda

P3 Amnistie sociale – 5 mai

P4-5 Kurdes, Cuba, Italie, Mali

P5-6 Chômage – Pigeons

P6 plagiat des homophobes et chiffres à faire connaître

P7 tapis rouge pour le Pen ; appel pour 2014 ; François Hollande veut éduquer les jeunes à la morale du Medef

P 8 Femmes debout contre l'austérité ; Souscription pour l'Humanité ; Morales expulse la CIA

P9-12 dossier Sécu & retraites



Prefecture de police
@prefpolice

La préfecture de police ne communique aucun chiffre de participation lors de manifestations organisées par des partis politiques.

16:18 - 05 mai 13

ALERTE
ENLEVEMENT

150.000 MANIFESTANTS DISPARUS
LES FORCES DE L'ORDRE N'EN ONT RETROUVÉ QUE 30.000
SI VOUS LES VOYEZ, APPELEZ LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
URGENT !



Avant



Après

leurs disparitions
Place de la Bastille



18 mars 2012 : 100 000 personnes (décompte de la police)



5 mai 2013 : 30 000 personnes (décompte de la police)

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatifié par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 6 mai 19H réunion ATTAC Annecy

20H Auditorium Seynod Théâtre LE MAL DE LA JEUNESSE. De Ferdinand Bruckner. Traduction de Daniel Benoin. Par la Compagnie Les Yeux Grand Ouvert - création 2013 - dès 14 ans.
Tarif unique : 5 €

Mardi 7 mai 19H réunion Amis de la Terre

20H La Turbine, Cran-Gevrier projection-débat « Izieu, je me souviens »

Mercredi 8 mai 11H cérémonie du 8 mai place du 8 mai Cran-Gevrier

Vendredi 10 mai 20h Alterlocal Projection de : "Le royaume des enfants perdus"

Samedi 11 mai manif Notre-Dame des landes. Infos et inscriptions pour le car de Haute-Savoie : inscriptionzad74@laposte.net

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Lundi 13 mai 18H30 réunion Collectif Palestine

Mardi 14 mai de 18h30 à 20h au Bar Le Saint Clair à Bonneville :
Café-Débat « Café-Paléo, Du Big Bang à Cro Magnon » avec Fernand Burdin

Mercredi 15 mai 19H réunion Assemblée Citoyenne d'Annecy au Dersim 22, route de Frangy Meythet

JEUDI 16 MAI 19H salle PIERRE LAMY ANNECY Réunion Publique TRANSPORTS et autres « PETITS DESORDRES » du bassin annécien.... Quelles solutions pour demain ? Interventions :

- transports et déplacements : peut mieux faire ?
- Les projets en cours : tout routier ?
- Regards sur quelques propositions citoyennes
- autres « petits désordres » : quelles perspectives à 20 ans ?
 - Le SCOT et les citoyens dans tout ça ?

Vendredi 17 mai 19H salle du Vernay Cran-Gevrier, dans le cadre de la préparation des assises citoyennes pour la refondation sociale et démocratique la cellule de Cran-Gevrier du PCF organise une réunion publique avec 3 thèmes de débat :

- contre l'ANI, quelles alternatives pour construire la démocratie à l'entreprise ?
- Après le succès de la marche citoyenne du 5 mai, quelles propositions pour une 6e république faire remonter aux assises du 16 juin
- quelles propositions et actions locales faire vivre dans l'agglomération d'Annecy, quelles alternatives construire face à la droite qui domine, et comment la battre en 2014 ?

20h Alterlocal Projection débat : "Les arrivants"

18-19 mai Paroles de Résistance (voir programme ci-contre)

CITOYENS RESISTANTS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI



PAROLES DE RESISTANCE 2013 LES 18 ET 19 MAI

www.citoyens-resistants.fr

PROGRAMME DU SAMEDI 18 MAI

THORENS

* CONFERENCES :

14h-16h30 : « Construire un nouveau CNR en intégrant une dimension écologique » animée par Thierry Brun, *journaliste à Politis*. Avec Hervé Kempf, *journaliste et écrivain* ; Corine Morel-Darleux, *secrétaire nationale à l'écosocialisme au Front de gauche* ; Jérôme Gleizes, *militant écologiste, EELV*.

17h-19h30 : « Lutter contre la montée de l'extrême droite notamment au sein du monde ouvrier » animée par Thierry Leclere, *journaliste*. Avec Alexis Corbière, *écrivain en charge de la lutte contre l'extrême droite au PG* ; Annie Lacroix-Riz, *historienne* ; Jean-Paul Ravaux, *président de VISA (Vigilances initiatives Syndicales Antifascistes)*

*PROJECTION FILM SALLE TOM MOREL

14h-16h30 : « Les jours heureux » de Gilles Perret, puis débat avec Léon Landini, *ancien résistant*, Suivi de :

17h-19h30 : Forum ouvert de François Ruffin, *journaliste journal Fakir*, « un CNR aujourd'hui ? »

*PROJECTION DE FILMS AU CINEMA LE PARNAL

10h : « Les jours heureux » de Gilles Perret

13h30-15h30 « Le grand retournement » de Gérard Mordillat,

15h30-17h30 : « FTP M.O.I » suivie d'une intervention des réalisateurs, Laurence Karsznia et Mourad Laffitte.

17h30-19h30 : « Notre Dame des landes : Opération Astérix » suivie d'un débat avec Geneviève Coiffard-Grosdoy et Marcel Thebault

* LES DÉBATS PARTICIPATIFS ORGANISÉS PAR LE RCR (Réseau Citoyens Résistants) :

14h-16h30 :

« Autour des thèmes du programme du CNR : Économie, santé, éducation, droit de l'homme, presse médias »

« Autour des thèmes non mentionnés dans le programme du CNR : droit des femmes, des étrangers, urbanisme, droit de la terre et des paysans »

« Café de la construction citoyenne à la MJC : réflexion autour de la rédaction d'un projet de société pour le XXIème siècle »

...

* **21h Soirée musicale** : « Les Maris d'Thérèse » et « Les chiens d'talus », salle Tom Morel

* **21h Spectacle de théâtre** « Malgré la peur », Cie traction Avant, cinéma Le Parnal

PROGRAMME DU DIMANCHE 19 MAI À 11H

-PLATEAU DES GLIÈRES-

-René Vauthier, *ancien résistant et cinéaste*

-Julien Lauprêtre, *ancien résistant, Président du Secours Populaire*

-Geneviève Coiffard-Grosdoy, *militante d'Attac*, et Marcel Thebault, *agriculteur, Notre-Dame-des-Landes*

-Olivier Leberquier, *Fralib CGT*

- Michel Warschawski, *journaliste et militant pacifique israélien*

- Robert Créange, *secrétaire général de la FNDIRP* ;

* Projection de films (Cinéma Le Parnal)

16h00-18h00 : « Acier trompé » de Denis Robert

17h30-19h30 : « Notre monde » de Thomas Lacoste

Refus de l'amnistie sociale : « Après le mariage, le divorce »

Le ministre des relations avec le Parlement vient de déclarer que le gouvernement s'opposera, lors de son prochain examen à l'Assemblée nationale, au vote de l'amnistie des syndicalistes.

Alors que ce texte a rassemblé une majorité de gauche au Sénat, que la Ministre de la justice s'était engagée publiquement à sa mise en œuvre, Alain Vidalies annonce un invraisemblable renoncement. Cette trahison est insupportable.

A l'heure où les chiffres du chômage atteignent des taux historiquement élevés, elle laisse entendre que le « choc de moralisation » passera par la condamnation de salariés qui ont lutté courageusement contre la casse de l'emploi.

Cette amnistie sociale est inscrite dans les valeurs de gauche. Elle a été votée après chaque élection présidentielle. Pour la première fois, Nicolas Sarkozy s'y était refusé.

Hier, la gauche s'est retrouvée pour faire avancer l'égalité en votant le mariage pour tous. Dès le lendemain, Monsieur Vidalies propose le divorce.

Olivier Dartigolles, Porte-Parole du PCF

Amnistie sociale : Respecter le vote du Sénat !

La décision du gouvernement de ne pas voter la proposition de loi d'amnistie sociale est incompréhensible. Elle s'apparente à un désaveu cinglant du Sénat et de sa majorité de gauche. Elle est une volte face par rapport aux positions exprimées par Madame Taubira, Ministre de la Justice lors des débats sur le texte au Sénat. Surtout, cette proposition de loi constitue un acte de justice à l'égard de l'ensemble des salariés et des syndicalistes qui luttent pour le maintien de leur emploi à l'heure où le chômage atteint un record dramatiquement historique.

Le rejet de ce texte, quelques jours seulement après l'adoption de l'ANI qui instaure une amnistie patronale en limitant les délais de recours contre les licenciements abusifs est un nouveau coup dur contre le monde du travail.

Comble du calendrier, la discussion dans l'hémicycle de l'Assemblée des propositions de loi du Front de gauche sur l'amnistie sociale et sur les licenciements boursiers interviendra le 16 mai, quelques jours après le vote définitif de l'ANI.

Dès aujourd'hui, j'appelle à ne pas laisser faire ce mauvais coup. La parole doit revenir aux députés de gauche qui peuvent, comme leurs collègues du Sénat, voter cette loi le 16 mai.

J'appelle à la levée d'un mouvement pétitionnaire de soutien à la proposition de loi des parlementaires du Front de gauche.

Cette mobilisation doit venir renforcer les cortèges, qui le 1er mai, défilent dans tout le pays pour défendre les droits des travailleurs. Le 5 mai, la marche citoyenne à l'appel du Front de gauche doit être un moment fort de la mobilisation pour l'amnistie sociale. Cette dernière doit enfin se prolonger jusqu'au 16 mai, jour du vote des propositions de loi du Front de gauche, où j'appelle au rassemblement.

Indéniablement, seule la mobilisation citoyenne et populaire peut contraindre le gouvernement à faire machine arrière et à respecter le vote du Sénat .

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

5 mai : le Front de gauche a réussi son pari, la Gauche européenne avec lui (PGE)

La « Marche contre l'austérité et la finance, pour une sixième République » a réuni 180 000 personnes hier à Paris. Face à un gouvernement français qui tourne le dos à ses promesses de changement, c'est le peuple de gauche qui se remet en mouvement pour un nouveau contrat politique national.

Le PGE – dont des représentants étaient présents – réaffirme son soutien au Front de gauche, qui vient à nouveau d'ouvrir un espoir pour le peuple de France et les peuples d'Europe.

Populaire et exigeante, cette mobilisation doit être entendue en France et en Europe pour enfin stopper les politiques d'austérité et construire un modèle de développement répondant aux enjeux du 21e siècle, aux besoins humains plutôt qu'à ceux des banques.

La Gauche européenne se félicite du succès de la marche et sera présente le 16 juin prochain pour participer aux assises de la « refondation sociale et démocratique de la République » pour construire avec les français un nouveau projet européen.

Parti de la gauche européenne

6 mai 2013

Sur les suites du 5 mai... (Front de gauche)

Le Front de Gauche se félicite du succès historique de la marche du 5 mai. Un an après l'élection de François Hollande, cette manifestation a confirmé d'une part le refus du peuple de gauche de la politique d'austérité menée par le gouvernement, d'autre part la possibilité de rassembler une majorité alternative appuyant une autre politique. La présence de très nombreux syndicalistes, salariés d'entreprises en lutte et le caractère populaire de la marche forment de ce point de vue un grand sujet de satisfaction. De même que celle d'Éva Joly et de nombreux élus, responsables et militants d'Europe Écologie – Les Verts qui constitue un événement majeur. Enfin le mot d'ordre de changement de régime qu'exprime l'appel à une 6ème République a largement irrigué la marche.

La réponse du gouvernement n'a pas été à la hauteur de cette formidable aspiration. Au lieu de rassurer ceux qui ont permis la défaite de Nicolas Sarkozy il y a un an, Jean-Marc Ayrault a préféré dire une fois de plus sa sollicitude pour les chefs d'entreprise et annoncer la privatisation partielle d'entreprises publiques ! De son côté Manuel Valls joue de la provocation en minorant outrageusement le nombre de manifestants.

Cette marche établit un rapport de force, ouvre de nouvelles perspectives, galvanise les énergies mais elle doit surtout être le début d'un processus. C'est pourquoi le Front de gauche, dans le même objectif d'élargissement que le 5 mai, propose d'ores et déjà d'autres rendez-vous dans les semaines à venir :

- la mobilisation aux côtés des syndicats le 16 mai en faveur de la loi d'amnistie sociale et de la loi interdisant les licenciements boursiers.

- le maximum d'initiatives populaires le premier week-end de juin sur le même mot d'ordre que la marche du 5 mai contre l'austérité, la finance et pour la 6ème République sous des formes décidées localement : marches, rassemblement, etc... dans les régions et départements

- Le soutien à la marche des femmes contre l'austérité le 9 juin

- les assises du 16 juin dont nous proposons la co-organisation à tous ceux, personnalités, associations, syndicats et forces de gauche qui partagent les objectifs d'une politique alternative à celle appliquée aujourd'hui par le gouvernement

Procès kurdes : "Le gouvernement doit encourager les négociations de paix"

Des démocrates kurdes comparaissent le 23 avril 2013 devant la chambre de « Grande criminalité organisée » du tribunal de Paris. L'acharnement injustifié contre ces 18 militants contrastait avec la vacuité des charges qui pesaient sur eux.

Alors que de lourdes peines avaient été requises, le PCF exprime son soulagement devant les sursis prononcés pour tous, l'annulation des arrestations ainsi que l'ajournement des peines de prison. Cela rend d'autant plus incompréhensible la fermeture du centre culturel Ahmed Kaya de Paris aux motifs qu'il aurait constitué un soutien aux activités « terroristes » du PKK.

Cette décision ne doit pourtant pas masquer l'aveugle obstination avec laquelle se poursuivent les arrestations et les procès contre ces démocrates et leurs associations dans notre pays. Depuis 2007, 256 personnes ont été incarcérées puis relâchées sous contrôle judiciaire. Une telle politique encourage l'extrême violence à l'encontre des kurdes comme en témoigne le triple assassinat de janvier à Paris.

Le gouvernement français doit cesser d'être à contre-courant du processus de paix initié par le dirigeant A. Ocalan et le BDP avec la Turquie. D'autant que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans une résolution récente, vient de considérer que les militants du PKK n'étaient plus « des terroristes » mais des « activistes ». Cette décision est un encouragement à retirer de la liste d'Interpol le PKK, comme nous le demandons.

Pour ces raisons le PCF exige :

- l'annulation immédiate du projet de coopération policière et judiciaire anti-Kurde, entre la France et la Turquie conçu par C. Guéant et désormais défendu par le ministre des Affaires Étrangères, Laurent Fabius.
- la fin des poursuites contre les militants kurdes, leurs organisations ainsi que la libération de ceux qui demeurent emprisonnés sur notre territoire.

Le gouvernement français se doit d'encourager les négociations de paix entreprises afin que les droits politiques et culturels du peuple kurde soient enfin reconnus.

Après l'assassinat des trois militantes kurdes en plein Paris, la France se doit toujours à l'égard des familles, du peuple kurde et des citoyens de notre pays, vérité et justice.

Les 5 de Miami : le PCF salue le retour de René Gonzalez à Cuba

Sur décision d'un juge fédéral, René Gonzalez, l'un des Cinq de Miami, pourra vivre à nouveau dans son pays. Après des années de mobilisation des autorités et du peuple cubains, c'est une sage décision qui vient d'être prise. Le PCF s'en félicite et salue le retour de René Gonzalez près des siens à Cuba.

Cette avancée ne doit pas faire oublier que quatre autres Cubains sont encore les victimes d'un procès politique et restent enfermés dans des conditions indignes.

La libération de Ramon Labañino, Gerardo Hernandez, Ruben Campa et Antonio Guerrero reste une exigence de justice. Elle serait un geste politique important de l'administration Obama pour mettre fin à une agression qui dure déjà depuis un demi-siècle, et ouvrirait une nouvelle relation avec l'Amérique latine.

Attentat en Libye : Le PCF affirme sa solidarité avec les personnels de l'ambassade

Cet acte, pour l'heure non revendiqué, survient dans une région fortement déstabilisée par l'intervention militaire de l'OTAN. La reconstruction de la Libye et la sécurité dans la zone sahélienne exigeraient de la communauté internationale une action politique concertée et une action de développement au service des populations, plutôt qu'une sur-militarisation.

Le PCF affirme sa solidarité avec les personnels de l'ambassade de France en Libye, de leurs familles, et les ressortissants français.

Discours d'Enrico Letta : « l'aveu ! »

Lors de son discours d'investiture Enrico Letta le nouveau président du conseil italien a déclaré que « l'Italie se meurt à cause de l'austérité » et que « les politiques en faveur de la relance ne peuvent plus attendre » ajoutant que « l'union européenne est en crise de légitimité ». Bien entendu il a ajouté que « l'Italie respectera les engagements envers l'UE » tout en exigeant « une marge de manœuvre ».

Cet aveu tient compte du vote des italiens qui à 90% avaient rejeté Mario Monti et sa politique d'austérité il y a deux mois.

Ce nouveau premier ministre flanqué d'Angelino Alfano l'ancien bras droit de Berlusconi qui hérite de l'intérieur et de personnalités politiques venues de gauche, de droite, du centre ou d'ailleurs comme Emma Bonino qui fut commissaire européenne qui se voit attribuer le portefeuille des affaires étrangères ainsi que Fabrizio Saccomano ex directeur de la banque d'Italie qui prend en charge l'économie. Le profil du gouvernement est peu rassurant sur la concrétisation d'un arrêt des politiques d'austérité. Mais cette perte de confiance à l'égard de l'Union Européenne traverse toutes les forces politiques italiennes.

La ligue du nord et le mouvement de Beppe Grillo ont annoncé qu'ils ne soutiendraient pas le gouvernement. Il y a aussi fort à parier que le choix du Parti Démocrate de collaborer avec le Pôle des Libertés de Berlusconi va avoir des conséquences sur le Parti, le groupe et ses alliés. La gauche du Parti est très remontée ainsi que les parlementaires de SEL menés par Nicchi Vendola.

La réaction saine est une nouvelle fois venue de la FIOM (le syndicat des métallurgistes) et des forces de transformation sociale dont Refondation Communiste qui se rassembleront le 30 avril à Bologne pour exiger du gouvernement et de l'union européenne l'arrêt immédiat des politiques austéritaires. Sans en avoir l'air l'Italie a aussi changé de régime, le Président de la République Giorgio Napolitano ayant pris la main sur la constitution de ce gouvernement d'union nationale. C'est ça ou le chaos a-t-il déclaré en substance.

Gilles Garnier, responsable des questions européennes au PCF

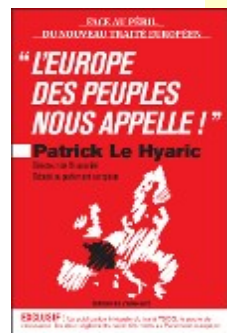


A lire

L'Humain d'abord, programme du Front de Gauche.

Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



Mali : « Pas de paix sans démocratie ni développement »

Ces 22 et 23 avril, le Parlement est saisi par le gouvernement de la poursuite ou non, au regard des objectifs assignés, de l'opération Serval engagée au Mali le 11 janvier dernier.

Dès le début de l'engagement militaire français au Mali, le PCF a fait valoir, tout en partageant l'inquiétude des maliens devant l'avancée des djihadistes que l'action de la France soulevait de nombreux risques et d'interrogations. Le PCF a alerté sur le fait que la crise politique malienne ne pouvait en aucun cas être résolue par la seule action militaire. Quatre mois plus tard cette préoccupation reste entière.

Aujourd'hui le projet de force internationale de « sécurisation » du Mali, sous mandat de l'ONU consisterait à transformer la Misma (Mission internationale de soutien au Mali) en Minusma (Mission intégrée de stabilisation multidimensionnelles des Nations-Unies au Mali). Ainsi de son côté la France, outre la proposition de fournir 150 hommes d'état major à cette force multilatérale, implanterait une base militaire en vertu d'un accord bilatéral particulier, avec le Mali, dont les termes nous sont encore inconnus. Les autorités françaises parlent d'une présence de 1000 hommes en permanence. Ceci présage d'une implantation de longue durée qui nous inquiète. Le risque d'enlèvement et de répercussions régionales (Mauritanie, Burkina Faso, Tchad, Togo...) est avéré.

Le silence et l'inaction de la France vis-à-vis des États connus pour fournir armes et appui aux groupes armés djihadistes qu'elle combat sur le terrain, mais qui par ailleurs, comptent parmi ses partenaires commerciaux restent incompréhensibles.

L'élection présidentielle fixée en juillet sans qu'aucune initiative n'ait été prise pour mettre autour d'une même table l'ensemble des forces démocratiques maliennes afin qu'elles conviennent elles-mêmes du processus d'ensemble de mises en place des installations élues, comportent par conséquent un autre risque majeur, celui d'exclure du vote une très grande partie de la population, notamment les populations rurales du nord du Mali. Or, il revient bien aux Maliens de décider de leur avenir. La crise de confiance du peuple dans des élites qui se sont enrichies personnellement est très profonde.

Pour emprunter le chemin de la paix, il faut dorénavant mettre en place une toute autre politique du développement qui équilibre, entre les collectivités territoriales et l'État, une politique audacieuse de coopérations. Elle implique d'associer autant que possible les autorités locales et les populations bénéficiaires. Dans un souci de transparence et d'efficacité, cela pourrait commencer par supprimer de la comptabilisation de l'AFD les dépenses non liées aux activités de développement qui gonflent artificiellement les budgets et d'envisager une taxe sur les transactions financières qui pourraient être génératrices de moyens énormes répondant aux besoins, afin de briser la spirale infernale de la survie et pour répondre enfin durablement aux droits fondamentaux humains. Cette politique de coopération et de développement devrait être soumise au contrôle démocratique et régulier de nos assemblées.

Pour faire reculer les djihadistes de façon durable et répondre aux espoirs de sécurité et de paix du peuple malien, il n'y a pas que les armes à combattre, mais aussi leurs idéologies. Il est de la responsabilité de la France de donner toutes ses chances à la démocratie, en laissant toute leur place aux intelligences citoyennes maliennes, la liberté de la presse, la liberté de circulation, la possibilité de s'organiser dans la pluralité et de réévaluer sa politique d'accueil à l'égard des migrants.

Les choix d'avenir du Mali doivent au plus vite pleinement revenir aux Maliennes et Maliens.

Décès de Giulio Andreotti : "La rouille a finalement eu raison de l'inoxydable" (Gilles Garnier)

Giulio Andreotti, qui a traversé plus de 60 ans de vie politique italienne, avait survécu à tous les orages, tous les tremblements de terre, tous les cataclysmes de la péninsule. Ce démocrate chrétien de toujours, plusieurs fois ministre et Président du conseil - toujours soupçonné d'amitiés sulfureuses avec la mafia, la loge P2 (Propaganda Due) - le Gladio, avait réussi avec son habileté, sa rouerie et ses nombreuses relations à échapper à toute condamnation. Jamais élu Président de la république, il finira sénateur à vie. L'un de ses plus grands faits d'armes a été de s'opposer au rapprochement de la démocratie chrétienne avec le Parti Communiste à la fin des années 70. Aldo Moro lui a durement reproché avant que de périr sous les balles des brigades rouges.

Avec Fanfani, Leone etc., il était un des derniers barons de la démocratie chrétienne. Il a tenté jusqu'au bout d'empêcher l'éclatement du scandale "mains propres" au milieu des années 90 sans y parvenir.

Son onctuosité ecclésiastique, sa souplesse d'échine de diplomate philo américain, voilà ce qui restera de l'une des dernières figures de la vieille démocratie chrétienne.

Il Divo, comme l'avait appelé le cinéaste Paolo Sorrentino, a su s'adapter à toutes les périodes politiques, sa seule boussole aura été un anticommunisme assumé. Mais sa culture cléricale l'a toujours empêché de tomber dans la vulgarité berlusconienne.

La rouille a finalement eu raison de l'inoxydable. Homme d'état qui aimait l'ombre il y retourne. Il disparaît alors que l'Italie a un gouvernement d'union nationale, idée qu'il a toujours combattue, mais les démocrates, même ceux venus du PCI, ne sont plus que l'ombre de l'ombre de leurs ancêtres. Le danger de la victoire imminente des communistes n'est plus là. Il peut donc partir tranquille. Il part avec ses mystères. L'Italie un jour saura la vérité sur ses actions secrètes, du moins il faut l'espérer. La justice n'est jamais parvenue à le démasquer : espérons que les historiens y parviendront.

Record chômage : « arrêter ce bricolage désastreux » (Olivier Dartigolles)

Après 23 mois consécutifs d'augmentation, le nombre de chômeurs en France a battu, en mars dernier, le triste record de janvier 1997. Au total, plus de 5 millions de personnes se trouvent désormais au chômage (DOM compris). Depuis mai 2012, en moyenne, 28 000 personnes supplémentaires sont ainsi contraintes, chaque mois, de se présenter à Pôle emploi.

Face à cette situation d'une gravité exceptionnelle, F. Hollande continue d'affirmer que « tous les outils » sont en place pour inverser à la fin de l'année la courbe du chômage.

Ce pari est fondé sur une hypothèse de croissance au doigt mouillé pour 2013 (+0,1%) tenue pour irréaliste par le FMI qui, lui, anticipe une récession (-0,1%). Adeptes du double discours, le gouvernement, dans le programme de stabilité soumis à Bruxelles, prévoit, lui-même, une diminution de 0,2 % de l'emploi en moyenne cette année.

Le pari présidentiel condamne la politique de l'emploi à l'échec. Il faut arrêter ce bricolage désastreux à coup de baisses du « coût du travail », d'allègements d'impôts sur les sociétés, de renforcement de la monarchie patronale à l'entreprise, de reculs de la sécurité de l'emploi pour les salariés et rationnements des services publics. Cette politique est incapable de faire baisser le chômage. Elle encourage la croissance financière des capitaux et la rente contre l'emploi, la formation, les salaires et la croissance réelle. François Hollande mène la France droit dans le mur. Les Français qui ont voulu le changement il y a un an, n'ont pas voté pour cela.

Les « pigeons » comme des coqs en pête

François Hollande a décidé de satisfaire les « pigeons » qui, à l'automne dernier, avaient protesté contre la réforme du système d'imposition des plus-values de cession de titres.

Il accorde aux assujettis à cette loi un cadeau supplémentaire, évalué à quelques 300 millions d'euros, grâce à un système d'abattements susceptible de rendre les taux d'imposition effectifs plus avantageux que le régime de droit commun, selon la durée de détention des titres. Il encourage aussi l'épargne en actions, via une réforme du PEA, qui faciliterait l'appel de certaines PME au marché financier, alors qu'il faudrait faire reculer son emprise sur les financements. Il accroît les exonérations de cotisations sociales patronales pour les entreprises innovantes et encourage les grands groupes à mettre la main sur leurs potentiels créatifs.

Pendant ce temps, l'austérité sévit, avec le rationnement des services publics et de la protection sociale, au nom de la lutte contre les déficits publics ! Une autre voie, pour soutenir les PME-PMI, était possible en changeant les règles et critères du crédit des banques, les rapports entre grands donneurs d'ordre et sous-traitants, en obligeant à la coopération des grandes sociétés avec les PME pour partager les résultats des recherches et permettre à ces dernières d'accroître considérablement le niveau de qualifications de leurs salariés.

Olivier Dartigolles porte parole du PCF

Manif pour tous/Plagiat : "violents, voyous et désormais voleurs" (Ian Brossat - PCF)

Non contents d'avoir semé la haine dans tout le pays, les opposants au Mariage Pour Tous se conduisent désormais en plagieurs de la pire espèce. Ceux-ci se sont en effet accaparés un visuel du PCF appelant à la manifestation du 5 Mai contre la finance et pour la VIème République.



Violents, voyous et désormais voleurs, les homophobes qui se présentent en grands défenseurs de la famille donnent décidément un curieux exemple à nos enfants.

Mme Barjot, en réaction à cette accusation de plagiat, prétend qu'il s'agit d'un "pastiche" et enchaîne : "Que M. Mélenchon ait un peu d'humour. Allez, on rigole ensemble Jean-Luc".

Au Front de Gauche, nous n'avons nullement l'intention de "rigoler" avec les homophobes. Partisans résolu de l'égalité des droits, nous appelons les défenseurs du Mariage pour Tous à manifester nombreux à nos côtés dimanche prochain. C'est la meilleure des réponses aux provocations de cette sinistre Mme Barjot.

Ian Brossat, responsable de la commission LGBT au PCF

Assemblée citoyenne de la région annécienne du mercredi 10 avril 2013

Cette rencontre a été consacrée à une information et des échanges sur la question de la réforme territoriale. Gilles Ravache a présenté un document : « Réforme territoriale – Pour une avancée de la démocratie dans une République unie et solidaire ». Les échanges au cours de la présentation ont permis de pointer des questions importantes.

Dans ce compte-rendu, je rappelle quelques données financières de la France, et les points importants des échanges.

1 – Données sur le pays

Pouvoirs publics : État central ; 36 000 communes ; 101 département ; 27 régions ;

PIB de la France : 2 000 Milliards € ;

Budgets publics : 1 120 milliards € ; État central : 450 ; Sécu : 530 ; collectivités territoriales : 230 ;

Investissements publics : 60 milliards € ; État central : 10,6 ; Sécu : 6,4 ; collectivités territoriales : 43 (70%) ; par comparaison : en Allemagne, l'État central investit plus que les collectivités territoriales ;

Dettes publiques : en 2011, 1 800 milliards € ; État central : 1420 ; Sécu : 220 ; Collectivités territoriales : 160 (8% du PIB) ; les collectivités territoriales investissent le plus et sont moins endettées ;

Déficit public : 103 milliards € ; État central : 90 ; Sécu : 12 ; collectivités territoriales : 0,9.

Remarques faites à partir de tous ces chiffres :

Les collectivités territoriales empruntent peu ou pas ; il serait logique pour elles d'investir dans des équipements collectifs, en empruntant, la population participant au remboursement par l'impôt ;

L'État central est le financeur des collectivités territoriales, le seul collecteur de l'impôt, reversant aux collectivités les montants votés par elles ; il compense aussi par des exonérations et des dégrèvements ; les dotations aux collectivités sont de 50,5 milliards €, l'État jouant un rôle de « péréquateur » ;

Danger réel : décentraliser les compétences, sans transferts des moyens financiers ; le risque serait que les collectivités territoriales ne s'adressent au partenariat avec le privé ;

2 – Enjeu de la réforme des collectivités

Enjeu du contenu de la Réforme territoriale portée par le Front de gauche : avancée de la démocratie locale ; participation de la population ; sortir de l'austérité ; extension des services publics ; maintien des trois couches : communes, région, État central ; le maintien des 36 000 communes est un atout pour la démocratie locale ; les communes doivent partager des compétences « techniques » dans l'intercommunalité, tout en conservant la démocratie locale ;

Notations sur l'avant-projet du Gouvernement, comportant un triptyque :

éloignement des pouvoirs de décision, donc de la participation citoyenne ;

concurrence entre collectivités pour attirer les entreprises privées ;

création de « villes métropoles », qui auront un statut « politique » particulier : concurrence entre elles, concentration des pouvoirs dans une région, donc déserts démocratiques, services publics non accessibles de façon égale pour tous.

3 – Comment mobiliser ?

Source : notes rédigées par Gaby Falc'hun

Nous avons décidé de rendre largement publics les chiffres présentés, qui tordent le cou à bien des idées reçues, présentant une « gabegie » des collectivités, justifiant des réformes qui éloignent les citoyens des pouvoirs.

Tapis rouge pour Marine Le Pen !

Ce jeudi 25 avril, la chef du FN tenait une conférence de presse des plus affligeantes devant un campement de Roms dans l'Essonne. Celle qui se présente comme le parti des exclus ne leur fera pas l'honneur d'un regard, ni même d'un mot. De la dure vie de ces citoyens Européens à qui l'on interdit de travailler et qui sont contraints à une vie de misère, pas un mot non plus. 17 minutes chrono pour les rendre responsables d'une « criminalité insupportable », pour dire que si elle était élue, ils disparaîtraient de la surface de l'hexagone en l'espace de 3 mois, emballé, c'est pesé.

Les jeunes communistes ne sont pas étonnés d'un tel coup de com', venant d'un parti qui ne peut s'empêcher de vomir son mépris vis-à-vis des plus démunis d'entre nous. Interrogeons-nous sur ce tapis rouge que l'on fait à ses idées, qu'elle vient poser dans la boue d'un campement, pour éviter de marcher dans la même qu'eux, pour les montrer du doigt, sous l'œil complaisant des caméras. Ce tapis, qui donc le lui offre ? Si ce ne sont ces élus de PACA, qui soutiennent le saccage d'un campement ? Si ce n'étaient les Hortefeux, les Guéant, qui sont allés jusqu'à introduire une mesure de répression les visant spécifiquement et ethniquement, ainsi condamnés par la Cour Européenne des Droits de l'Homme ? Si ce n'est ce Ministre actuel, qui poursuit cette politique au lieu de la combattre, en disant que décidément, rien à faire, ils ne veulent pas s'intégrer ? Ben voyons, si tout ce que l'on a à leur proposer, c'est la misère et des conditions de résidence indécentes ?

Nous interpellons le Ministère de l'Intérieur et l'enjoignons à prendre ses responsabilités. Mener des conquêtes sociales, construire l'égalité ; ou faire le lit de la division et favoriser la politique du bouc émissaire, il n'y a pas 36 choix possibles. N'êtes-vous pas en train de vous tromper ?

Appel pour les élections de 2014

Cellule Laydevant du PCF de Cran-Gevrier

Pour la première fois depuis très longtemps, la gauche peut gagner l'agglomération d'Annecy, en récupérant Annecy et Seynod et conservant Cran-Gevrier et Meythet. Mais elle peut perdre (comme à Meythet en 1995) si elle reste divisée.

La gauche est diverse et sa diversité fait sa richesse. Elle ne gagnera ni en se rangeant quoi qu'il advienne derrière un PS hégémonique en prenant garde de ne rien faire qui puisse le troubler, ni en faisant de l'anti-PS systématique et oubliant du même coup nos ennemis communs de classe et leurs soutiens (UMPFN et satellites).

L'appel s'adresse, par-delà la diversité interne à chaque commune, à définir un programme commun pour une alternative à l'agglomération d'Annecy, avec notamment les propositions suivantes :

- défense de l'emploi
- gratuites, notamment des transports en commun et développement des services publics
- développement de la démocratie au niveau de l'agglomération, avec notamment des budgets participatifs, référendum d'initiative populaire pour éviter de dépenser à fonds perdus dans des projets controversés (J.O., centre des Congrès, grand stade de Seynod...), défense d'un vrai droit à l'affichage d'opinion...
- etc.

Nous souhaitons collecter les propositions des citoyens, associations, syndicats, partis. Nous organiserons des réunions publiques pour en débattre et définir quelles listes, dans chaque commune, sont les plus à même de porter les revendications qui seront retenues lors de ces réunions.

Parlons-en ensemble, échangeons nos propositions :

- Première réunion publique **vendredi 17 mai de 19h à 22h foyer bar du Vernay, 22 av. Germain Perréard**

Esprit d'entreprise: François Hollande veut éduquer les jeunes à la morale du Medef

Le candidat des jeunes est le président de l'austérité. Instaurer « des cours d'esprit d'entreprise » à l'école... C'est l'idée géniale de François Hollande qui recevait hier un cortège de grands patrons, les propriétaires de la France et quelques âmes bien faites, pour « promouvoir l'esprit d'entreprendre ». En plus de petits et de gros cadeaux présentés par le président à ses hôtes, celui-ci annonce des cours de la sixième à la terminale pour que « l'école » assume « son rôle » de « stimuler l'esprit d'entreprise ».

Et comme il y a une cohérence en toute chose, si l'on regarde l'ensemble des annonces d'hier, stimuler l'esprit d'entreprise consistera donc à apprendre pendant 7 années comment opérer des plus-values sur des cessions d'actions ? Comment optimiser ses embauches de salariés en réduisant ses coûts par de l'optimisation fiscale et le recours massif aux contrats aidés et exonérés de toutes les solidarités ?

Monsieur Hollande est-il en train de vendre du temps de cerveau disponible pour les leçons périmées d'un libéralisme que tout appel à jeter très vite aux oubliettes de l'histoire ?

Monsieur le président, dans l'entreprise ce sont les salariés qui créent la richesse, pas les patrons !

La France bat des records de chômage. Il y a 550 000 jeunes de moins de 25 ans au chômage dans ce pays et le président de la République propose de soumettre toutes les futures générations à la morale de ces rapaces qui nous enfoncent dans la crise ?! Il veut nous apprendre que les salariés sont un coût pour l'entreprise et qu'il faut menacer chacun d'entre eux de prendre la porte s'il ne se plie pas aux exigences ?

La refondation de l'école doit être un projet ambitieux pour la réussite de chacun des élèves qui lui est confié. L'école n'est pas une marchandise que l'on offre en cadeaux aux maîtres de l'économie pour apaiser leur colère. Elle est à nous et nous en ferons un outil de partage des savoirs et d'émancipation !

François Hollande a fait hier le choix inique de donner des signes de confiance à ceux qui nous ont plongés dans la crise par leur voracité sans limite. Il propose de renforcer leur droit à spéculer et veut éduquer les jeunes à cette logique de pensée. Nous ne laisserons pas faire !

Le 1er mai, le 5 mai, nous défilons par milliers contre l'austérité que nous impose son gouvernement, contre la dictature de la finance dont il devient le serviteur, contre cette pensée unique qui nous enfonce dans la crise !

Ils ont les milliards, nous sommes des millions !

Paris le 30 avril 2013



Femmes debout contre l'austérité : nous refusons de trinquer !

- Politique d'austérité budgétaire, poursuite des politiques d'« abaissement du coût de travail » et de « flexibilité du marché du travail ».

- Un nouveau budget de l'État qui entérine des coupes sombres dans les dépenses publiques alors que, dans un même temps, les patrons se voient offrir 20 milliards d'euros d'allègement de leurs cotisations.

- Un accord dit de « sécurisation de l'emploi » signé entre les organisations patronales et trois syndicats de salarié-es. Accord qui autorise l'utilisation du chantage à l'emploi pour imposer la diminution des salaires. S'il était voté au parlement, il faciliterait les licenciements et validerait l'utilisation du temps partiel comme variable d'ajustement à l'activité des entreprises.

Complétons ce décor en rappelant l'augmentation dérisoire du SMIC, les plans de licenciements boursiers, sans oublier les menaces qui planent sur la Sécurité Sociale, les indemnités de chômage, les allocations familiales et le système des retraites. Les inégalités se creusent, les profits s'envolent et les riches deviennent toujours plus riches.

Incontestablement, ce sont nous, les femmes, qui sommes aux premiers rangs du temps partiel imposé, des bas salaires et de la pauvreté.

Indiscutablement, nous sommes très majoritaires à vivre la précarité et les retraites au rabais.

Ce sont nous qui formons sans conteste la majorité des salariés de l'État et des Collectivités territoriales. Nous sommes les premières utilisatrices des services publics et nous subissons leur casse de plein fouet. Notamment celle de la santé publique à travers la fermeture des centres d'IVG qui lamine nos droits fondamentaux à la contraception et à l'avortement, ou encore la fermeture des maternités qui met nos vies en danger.

Face à la politique d'austérité, nous, les femmes, sommes en première ligne.

Nous refusons cette politique que François Hollande et son gouvernement, le patronat et l'Union Européenne veulent nous imposer.

Notre révolte est grande et notre résistance tenace. Nos mobilisations sont multiples et déterminées. Ce sont des points d'appui que nous pouvons multiplier pour faire reculer toutes les logiques austéritaires.

Nous exigeons des mesures concrètes et immédiates : augmenter les bas salaires et les minimas sociaux, combattre la précarité, interdire les contrats à temps partiel imposé et les licenciements boursiers.

Nous exigeons des moyens humains et financiers pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Nous voulons une réelle égalité professionnelle, des services publics suffisants et de qualité dans la santé, l'éducation nationale, la petite enfance, la perte d'autonomie et le logement.

Un changement profond et radical est possible. Ensemble imposons-le.

Femmes salariées, femmes au chômage, femmes retraitées, femmes des quartiers, femmes immigrées avec ou sans papiers, militantes syndicalistes, politiques, associatives et féministes, nous ne pouvons et nous ne voulons plus attendre. Notre situation doit changer.

Faisons entendre nos voix,
portons nos exigences,
marchons ensemble contre la politique d'austérité,
refusons de trinquer !

Retrouvez l'appel et les premiers signataires ici :
<http://www.femmescontreausterite.com/>



Faire un don en ligne à l'Humanité
Télécharger le coupon de la souscription
<http://www.humanite.fr/medias/sites/default/files/pdf/2013/tractsouscription-2.jpg>

Evo Morales expulse l'USAID (officine de la CIA) de Bolivie

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Evo-Morales-expulse-l-USAID-officine-de-la-CIA-de-Bolivie_a6406.html

Le président bolivien, Evo Morales, a annoncé, mercredi 1er mai, l'expulsion de Bolivie de l'United States Agency for International Development (Usaid), l'agence américaine pour le développement international, en l'accusant d'ingérence dans les affaires intérieures boliviennes.

"Nous avons décidé d'expulser l'Usaid de Bolivie. L'Usaid s'en va de Bolivie", a lancé M. Morales lors d'un discours prononcé à l'occasion d'un rassemblement public pour la fête des travailleurs, sur la place d'Armes de La Paz. L'Usaid, présente en Bolivie depuis 1964, se trouverait dans ce pays "pour des objectifs politiques et non pour des objectifs sociaux", selon M. Morales. L'Usaid et d'autres institutions liées à l'ambassade des États-Unis à La Paz "conspirent contre le peuple, et particulièrement contre le gouvernement national", a accusé M. Morales, qui dirige la Bolivie depuis 2006.

En 2008, pour des motifs similaires, la Bolivie avait expulsé l'ambassadeur des États-Unis et la Drug Enforcement Administration, l'agence anti-drogue américaine.



AMBROISE
CROIZAT,
ministre
communiste à la

Libération, créateur de la Sécurité Sociale. Et des Comités d'Entreprises. → → →

LA SECU NE LEUR APPARTIENT PAS ! L'ETAT A VOLÉ LA SECU, AU
BÉNÉFICE DU PATRONAT (voir historique plus loin)

RETRAITES ET
COMPLÉMENTAIRES
PAS TOUCHE !

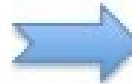


Le fric est là : ↓ ↓ ↓ ↓



DIVIDENDES
300 Milliards €
versés aux actionnaires
(prélevés sur le travail des
salariés)

Et
seulement :



SÉCU
150 Milliards €
versés à la Protection Sociale
par les entreprises

Source : secteur économique du Parti Communiste Français. D'après les comptes de la Nation relevés par l'INSEE pour 2011. (Revue Economie & Politique)

Les exonérations de cotisations sociales patronales sont de 30 milliards d'€ par an depuis plusieurs années : le « déficit » varie entre 10 et 30 milliards d'€. Pas de mystère ; si le patronat payait ce qu'il doit il ne serait pas nécessaire de rogner sur tout, d'économiser sur la santé.

L'EXCUSE de la compétitivité ne tient pas debout ; d'ailleurs, cette idée condamne le principe de concurrence ; l'organisation de la production doit reposer sur la coopération, et non sur la bagarre pour dépasser le concurrent.

- Le travail en France ; chaque emploi supprimé, c'est de la cotisation sociale en moins.

Obliger les entreprises à ramener leurs productions en France, interdire tous les licenciements. On peut toujours trouver des solutions, notamment la SEF, Sécurité d'Emploi ou de Formation, c'est moins coûteux que le chômage.

Le travail est un droit fondamental de l'individu.

LE CAPITAL, c'est du travail volé (BLANQUI)

LE CAPITALISME ; il faut le remplacer d'urgence par le Socialisme, puis le Communisme (ce qui n'a jamais été réalisé).

Le Stalinisme, ce n'était pas le communisme ; c'était du socialisme de caserne.

La Chine, ce n'est pas du communisme, malgré le maintien du nom communisme par le parti qui mène les affaires ; quand on exploite son peuple et que l'on se retrouve avec des milliardaires, il y a un problème. Un problème de vocabulaire.

IL FAUT NATIONALISER LES GROS CAPITALISTES, en France, d'urgence, et pour commencer, les grands groupes et les toutes les banques. Renault, Peugeot, et la filière automobile (SNR à Annecy), la sidérurgie (Fleurange, etc...) l'aluminium, Alcan, Rio tinto à St-Jean-de-Maurienne, Bolloré, Bouygues, Dassault, Lagardère, etc...

TOUS PRODUCTEURS ASSOCIÉS. « Le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels ».



LA FAUTE AU COUT DU CAPITAL ET NON AU COUT DU TRAVAIL

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

(tract établi en mai 2010, avec Sarko, toujours valable en 2013 avec Hollande)
A actualiser si nécessaire. Mais les grandes lignes et les tendances demeurent.

Le PIB – produit intérieur brut- (richesses créées), double tous les 50 ans. (et même plus rapidement selon certaines sources d'information)

année	1950	2000	2050
Pib	1.000 milliards €	2.000 milliards €	4.000 milliards €
% des retraites dans le PIB	5%=	12% =	20 % (estimé comme nécessaire) =
montant retraites	50 milliards € (coût réel)	240 milliards € (coût réel)	800 milliards €
restent :	950 milliards €	1.760 milliards €	3.200 milliards €

RESTERAIENT : 3.200 MILLIARDS D'€ : pour les services publics, l'ensemble des autres prestations sociales, l'investissement (et pourquoi pas une protection environnementale future). Il sera plus facile de consacrer 20% du PIB pour les retraites en 2050 que 12% aujourd'hui.
(calcul établi par des économistes dont Bernard FRIOT, Université Paris X)

- EXONERATIONS DE COTISATIONS SOCIALES PATRONALES :

ce qu'ils appellent des « charges », et qui ne sont en vérité qu'une part du salaire, consacrée à la protection sociale (retraites, santé).

C'est à dire que chaque exonération est une diminution du salaire.

30 MILLIARDS !

l'équivalent du « trou » de la Sécu !

A QUI PROFITE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ ?

Muultipliée par 20 depuis les 40 heures ; on pourrait ne travailler que 2h par semaine !
Le Medef et le gouvernement à son service n'en parlent jamais.

L'ESPÉRANCE DE VIE A TOUJOURS AUGMENTÉ.

LE TEMPS DE TRAVAIL A TOUJOURS BAISSÉ : 60h, 40h, 39h, 35h !

SARKOZY, MEDEF, capitalistes et médias, arrêtez de mentir pour affoler !

On nous dit ; aujourd'hui, il y a 7 actifs pour 10 retraités, demain 5 pour 10, en 2040, 2 actifs pour 10 retraités. Et alors ? Et l'augmentation de la productivité, et celle du PIB ?

On ira même un jour, peut-être vers 1 pour 10.

D'autre part, les retraités accomplissent des tâches utiles, gratuitement (associations, culture, soutiens, aides familiales, etc...).

LA PRODUCTIVITÉ : tous mentent par omission ; ils ne parlent jamais de son augmentation.

A 2% par an, rythme observé, elle aura progressé de 2,4 fois.

En 1995, pour 1 retraité, il y avait 2,2 actifs,

En 2040, pour 1 retraité ; il y aura 1,1 actifs.

Mais 1,1 actifs produiront plus que les 2,2 actifs de 1995, soit $1,1 \times 2,4 = 2,64$ (soit 0,44 en plus).

De quoi financer encore davantage les retraites.

Silence également sur l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut).

En 2040, le nombre de retraités aura doublé. Le PIB (au rythme de 2,1% l'an) aura doublé aussi. Donc pas de problème.

La part du PIB consacrée aux retraites est passé de 4 à 12,6% en 50 ans, soit 8 points. Pour les 40 années à venir, il faudra 4 points, soit deux fois moins : 12,6% à 16%. C'est donc largement faisable.

Part des Salaires dans les RICHESSES CRÉES :

Elle a baissé de 10% en 20 ans. Autant de cotisations en moins ; et de profits en plus. Il faut donc relever les salaires.

LA CSG : une truanderie supplémentaire !

Sous le prétexte de faire payer tous les revenus, c'est surtout les ouvriers, les salariés qui paient le plus. Les plus riches et les entreprises paient moins. C'est fait pour. C'est un transfert de la protection sociale vers l'impôt, pour réduire la contribution des entreprises, et donc augmenter les profits.

La vie des humains n'est pas une charge mais un devoir.

(extraits du SITE DE MICHEL CIALDELLA : LE CITOYEN :

<http://michellecitoyen.blogspot.com>)

Entre 1950 et 2008 la population a été multipliée par 1,5.

Dans le même temps les richesses créées l'ont été par cinq !

A qui fera-t-on croire que l'on n'a plus les moyens.

Dividendes (le « prélèvement » des actionnaires) : entre 1982 et 2007, passés de 3 à 8% du PIB , soit plus de 100 milliards d'€ !

En faisant cotiser les revenus financiers de 2011, soit 312,2 milliards d'€, aux mêmes taux que les entreprises, cela rapporterait : 41 milliards pour l'assurance-maladie,

26 milliards pour la retraite,

17 milliards pour la famille,

soit un total de..... 84 milliards auxquels on peut rajouter les 31 milliards d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises au nom du maintien de l'emploi et dont l'efficacité a été nulle, : 31 milliards

115 milliards

A comparer avec le déficit des trois branches de la Sécurité Sociale en 2011 : 24 milliards.

On pourrait tranquillement améliorer les prestations et aller vers la prise en charge à 100%, sans avance, comme c'était prévu à l'origine.

La plupart des médias, lorsqu'ils traitent de la protection sociale, se focalisent sur le « trou », qui serait abyssal. Pratiquement jamais sur le fait que la Sécurité Sociale a sauvé des milliers de vies, permis l'accès aux soins de millions de personnes.

Depuis les années 1980, les « cotisations sociales » ont été rebaptisées « charges », pour les entreprises.

Non seulement la vie et la santé des humains n'est pas une charge, mais le but de toute société qui se respecte et qui surtout respecte ses citoyens.

Les cotisations sociales font partie intégrante des salaires.

Historique :

Programme du CNR (Conseil National de la Résistance)

Il était vague et prévoyait : « Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le

travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ». Il restait à bâtir l'édifice

A Alger, au sein du gouvernement provisoire, Buisson, CGT, émet les premières propositions, Croizat, récemment libéré du bagne de Pétain, et d'autres membres de l'Assemblée Constituante, élaborent un schéma de base. A son retour en France Croizat, les communistes et la CGT mettent en place la Sécurité Sociale, malgré les résistances de la droite et du patronat. Ce dernier, « plombé » par sa collaboration avec les nazis, doit se résigner. Tandis que 75.000 communistes ont été fusillés. D'où le score électoral du PCF, près de 30%, ce qui contribue à la dynamique du mouvement ; 6 millions d'adhérents à la CGT et 4 au PCF.

Pierre Laroque met en forme écrite un long travail collectif. La mise en place de la Sécurité Sociale fut réalisée en 10 mois ! Cette performance fut possible grâce à l'engagement des communistes et de la CGT, comme le relèvera Pierre Laroque dans la préface d'un livre du chercheur américain Henry C. Galant.

Pierre Laroque devait préciser : « que le plan de Sécurité sociale ne tend pas uniquement à l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs, mais surtout à la création d'un ordre social nouveau, dans lequel les travailleurs aient leurs pleines responsabilités. C'est ce qui a amené à concevoir le plan de Sécurité sociale dans le cadre d'organisations uniques gérées par les intéressés et couvrant l'ensemble de la Sécurité sociale ».

Les forces réactionnaires n'ont jamais accepté la « Sécu » et chaque fois que le rapport des forces s'est affaibli l'ont attaqué.

En 1947, deux événements affaibliront le mouvement ouvrier :

- l'éviction des ministres communistes sur ordre des USA et la scission dans la CGT avec la création de Force ouvrière qui bénéficiera du financement de la CIA et du syndicat AFL-CIO.

En 1967, les ordonnances JEANNENEY-DE GAULLE ont supprimé les élections des conseils d'administration des caisses, et instauré un paritarisme qui fait la part belle au patronat. En effet, les patrons, qui ne représentent que 20% de la population, y ont la moitié des sièges. Il leur suffit donc d'un syndicaliste véreux pour avoir la majorité.

Il faut savoir que l'on votait ; pour élire les gestionnaires de la Sécu. Syndicats, CGT, CFTC, patronat.

En 2004, la loi DOUSTE-BLAZY, a supprimé les conseils d'administration pour y substituer des « conseils d'orientation ».

450 MILLIARDS D'EUROS ,

C'est le montant des cotisations pour les trois branches : maladie, vieillesse, allocations familiales, qui assurent le budget de la Sécurité sociale, sans faire appel à une quelconque épargne. C'est cet énorme « gâteau » qui est visé par la finance.

De Gaulle avait essayé de nous infliger deux franchises semestrielles de 30F ; qui furent rapidement retirées devant les protestations massives et immédiates des assurés sociaux.

Le système de la cotisation repose sur l'activité économique, sur les salaires, les richesses créées, donc sur du réel, du vérifiable.

Le système privé, les fonds de pension, dépendent de la Bourse, donc du hasard. Ou de l'impôt ; variable lui aussi, décidé par le gouvernement, donc fluctuant suivant la tendance idéologique.

Les assureurs ? En 2000 ils ont voulu doubler les cotisations des enfants handicapés !!! De sinistres grippe-sous ! Le privé, c'est fait pour te prendre du pognon, le public, c'est pour te rendre service.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

8, Rue Antoine Berthod

74960 MEYTHET

04 50 22 33 00